

## CHAPITRE I

### LA STRUCTURATION DU MILIEU ECONOMISTE

A l'aube de la Monarchie de Juillet, l'économie politique est encore en France une science nouvelle, et quelque peu précaire. Certes la théorie du libéralisme économique, venue d'Angleterre, a commencé d'acquérir, dans notre pays, ses lettres de noblesse grâce à l'action de Jean-Baptiste Say. Mais parce que l'économiste avait rejoint de longue date le groupe des Idéologues, il dut se taire sous l'Empire ; et parce que le libéralisme économique avait partie liée avec le libéralisme politique, Say et ses amis ne purent qu'amorcer, avec beaucoup de difficultés, la propagation de leurs idées sous la Restauration.

La révolution de 1830 leur ouvre certes de nouveaux espoirs, mais qui ne tarderont pas à être déçus. Le régime demeure protectionniste, et en conséquence l'accès à l'Université reste barrée pour les défenseurs de la liberté économique. Pourtant aux yeux de ces derniers - disciples de J. B. Say, industriels tournés vers l'exportation, ou négociants - le temps presse. Le retard économique de la France, mais aussi l'émergence de la question sociale, dans la foulée des insurrections ouvrières qui marquent les premières années du régime de Juillet, les décident à agir. C'est donc en dehors des circuits universitaires qu'ils s'organisent, avec d'emblée le double objectif de faire œuvre scientifique et de peser sur les milieux dirigeants pour assurer le triomphe des thèses libérales.

## 1 - Des débuts difficiles

Né avec le siècle, le libéralisme économique français connaît des débuts difficiles. Son texte fondateur, le *Traité d'économie politique* de J. B. Say, date de 1803. Mais son auteur, à qui l'Empire a valu disgrâce et censure, a bien du mal à se faire entendre sous la Restauration. C'est que l'économie politique est alors une science qui, bien que récente, plonge ses racines dans l'esprit des Lumières et qui défend en fait, avec la liberté économique, les valeurs et les acquis de 1789. On comprend donc qu'elle fasse figure d'épouvantail, et soit à peine tolérée par des ministres qui se veulent héritiers de l'Ancien Régime, et dont le protectionnisme recueille l'adhésion tant des propriétaires fonciers que des maîtres de forge et autres industriels effrayés par la puissance de l'Angleterre.

J. B. Say est très sensible à la double nature, théorique et pratique, de l'économie politique. Il revendique hautement pour elle le statut d'une véritable science, précisément parce que - en dévoilant les lois qui président à l'accroissement naturel des richesses - elle peut, et doit, accompagner "l'impulsion qui porte les sociétés vers un meilleur avenir"<sup>8</sup>. Le progrès économique, s'alimentant de lui-même pour peu qu'aucune intervention administrative superflue ne vienne le freiner, est ainsi au coeur de son projet : c'est lui qui permet d'améliorer le bien-être de tous, et d'atténuer les inégalités sociales<sup>9</sup>.

A travers une présentation ternaire qui deviendra classique (production, distribution, consommation des richesses), le *Traité* emprunte beaucoup à l'économie politique anglaise. Mais son auteur se distingue aussi d'Adam Smith sur des points décisifs. Sa théorie de la valeur, fondée non plus sur le travail mais sur l'utilité, conduit en effet J. B. Say à penser le système économique comme une combinaison de "services productifs". Le rôle de l'entrepreneur y est essentiel, à la mesure de celui de l'industrie elle-même. C'est sur son développement, libéré des réglementations

---

<sup>8</sup> Jean-Baptiste SAY, *Traité d'économie politique*, "Discours préliminaire", 1826, ), p. Paris, rééd. Calmann-Lévy, 1972, p. 45.

<sup>9</sup> *Ibid.*, pp. 39-40.

tatillonnes et autoritaires de l'État, ainsi que sur celui du commerce international exonéré de taxes prohibitives, que l'économiste mise pour assurer l'enrichissement du pays et de chacun de ses citoyens Sa "loi des débouchés" implique d'ailleurs, avec optimisme, que le dynamisme de cette croissance, ancrée sur les besoins en fait illimités que suscite "la civilisation", n'a pas à redouter de crise durable, d'engorgement général des marchés. Cette conception du *Traité* d'une croissance autorégulée, indéfinie pour peu que l'ingérence de l'État ne vienne pas perturber les mécanismes naturels du marché, allait ainsi fonder la spécificité du libéralisme français.

Ouverte sur l'avenir, sur le progrès inéluctable qu'apportera la liberté économique, la doctrine de J. B. Say semble en revanche, sur le plan scientifique, comme fermée sur elle-même. Dans le "*Discours préliminaire*", rédigé en préface à l'édition de 1826, il explique que, dans l'ouvrage, il avait à prouver et exposer les principes dégagés par ses prédécesseurs, "établir ceux qui n'avaient pas encore été posés, et lier le tout de manière qu'on pût s'assurer qu'il ne s'y trouve plus de lacune importante, *plus de principe fondamental à découvrir*<sup>10</sup>". L'ambition est redoutable ! Et la formulation, si elle permet de comprendre l'enthousiasme de ses disciples dans leurs croisades pour la vérité, explique aussi l'assurance, la suffisance même, de nombre de ses successeurs, barricadés dans leur certitude d'une science achevée, qu'il ne s'agit plus tant d'enrichir que de défendre.

Mais dans l'immédiat, et pour J. B. Say lui-même, c'est tout autant en considération de sa fonction pratique et sociale que la science économique doit être largement diffusée. Il faut "propager les bons principes<sup>11</sup>", écrit-il, auprès des hommes d'État, mais également auprès des simples citoyens dont l'intérêt privé ne saurait se séparer du "bien public". L'énergie acharnée que mirent les économistes, à la suite de Say lui-même, et durant tout le XIX<sup>e</sup> siècle, à répandre les "saines notions" n'a pas d'autres sources. La coïncidence de l'intérêt privé et de l'intérêt public,

---

<sup>10</sup> *Ibid.*, p. 34. C'est nous qui soulignons.

<sup>11</sup> *Ibid.*, p. 43.

au cœur même de leur doctrine, et la certitude optimiste, héritée du siècle précédent, de la puissance des Lumières suffisent à expliquer les efforts impressionnants qu'ils déploieront pour conquérir l'opinion publique.

En l'occurrence, J. B. Say s'emploie dès 1815 à faire connaître la science économique. Il l'enseigne à l'Athénée, un établissement privé, devenu, sous la Restauration, un véritable foyer des idées libérales et surveillé de près par la police. Mais il ne parviendra pas à la faire admettre dans les programmes universitaires<sup>12</sup>. L'économie politique trouve cependant des appuis. Outre l'opposition intellectuelle libérale, certains milieux d'affaires - négociants des grands ports, fabricants et exportateurs de produits de luxe etc. - s'y intéressent. Et c'est en mettant en valeur l'importance pratique de la discipline, sa contribution à la modernisation de la production, que J. B. Say obtient en 1820 la création de la première chaire publique "d'économie industrielle" au Conservatoire des Arts et Métiers. Il y enseignera jusqu'à son décès en 1832. Un second enseignement suivra, en 1824, à l'École supérieure de Commerce, un établissement privé qui passera sous le contrôle de la Chambre de commerce de Paris en 1869. Sur proposition de Say, le cours est confié à un jeune économiste de ses amis, Adolphe Blanqui, le frère aîné du célèbre révolutionnaire<sup>13</sup>.

## 2 - une conjoncture nouvelle

Avec le triomphe du libéralisme politique, en juillet 1830, la jeune science économique peut espérer un sort meilleur. Et, de fait, le nouveau régime amorce la reconnaissance de la discipline. Le symbole en

---

<sup>12</sup> Lucette LE VAN-LEMESLE, " La promotion de l'économie politique en France... ", *op. cit.*, pp. 275-276. En ce qui concerne la structuration de l'économie politique en France, nous nous inspirons largement de cet important article, ainsi que de la contribution de Lucette LE VAN-LEMESLE, " L'institutionnalisation de l'économie politique en France ", dans Yves BRETON et Michel LUTFALLA, *L'Économie politique en France au XIXe siècle*, Paris, Economica, 1991, p. 355-388.

<sup>13</sup> *Ibid.*, p. 280.

est son entrée au Collège de France, avec la chaire créée en 1831 pour J. B. Say. A sa mort lui succéderont tour à tour l'économiste italien Pellegrino Rossi, puis à partir de 1840 Michel Chevalier, l'ancien saint-simonien rallié aux idées libérales. Autre signe des temps, la prestigieuse Académie des Sciences morales et politiques, récemment rétablie par la Monarchie de Juillet, va elle aussi être conquise. En 1842, sa section d'économie politique compte cinq libre-échangistes sur six membres<sup>14</sup>. Son rôle est loin d'être négligeable. Elle stimule la recherche en commanditant des enquêtes économiques et sociales, et en mettant au concours, chaque année, un thème nouveau. Les prix et mentions qu'elle décerne à cette occasion contribuent de façon décisive à la légitimation scientifique et sociale des candidats récompensés. Mais si la reconnaissance scientifique de l'économie politique progresse quelque peu, elle n'est toujours pas enseignée à l'université. En 1846, le gouvernement de Guizot doit enterrer un projet de création de chaires d'économie dans toutes les facultés de droit, en raison de l'opposition tenace des juristes qui y enseignent. Il accordera, en compensation, la création d'une chaire à l'École des Ponts et Chaussées, qui échoit à Joseph Garnier, le jeune disciple d'Ad. Blanqui<sup>15</sup>.

Les moyens institutionnels de diffusion des thèses libérales restent donc, malgré tout, très limités. Ce qui va sans aucun doute contribuer à ce que les disciples de J. B. Say s'organisent en dehors du milieu universitaire. Plusieurs éléments, en effet, permettent de comprendre qu'ils ressentent fortement le besoin d'agir. Le principal est à coup sûr l'attitude du nouveau régime face à la législation ultra-protectionniste mise en place sous la Restauration. Sur ce point décisif leurs espoirs sont vite déçus. Les tentatives de réforme douanière lancées en 1832 et 1833, puis en 1834 par le ministre Duchâtel, proche du libéralisme, échouent devant l'opposition des députés. Quant à l'économiste Hippolyte Passy, ministre des Finances en 1834 et nommé ministre du Commerce en 1836, il ne réussit guère mieux. Il ne parvient qu'avec beaucoup de difficultés à faire voter une loi abaissant les droits d'entrée, sur quelques produits seulement. En fait, les taxes douanières

---

<sup>14</sup> *ibid.*, p. 283.

<sup>15</sup> *Ibid.*, p. 285.

restent souvent prohibitives : 70% sur la fonte, 110% sur le fer<sup>16</sup>. Cette expérience est certainement décisive pour les partisans du libre-échange. Ils doivent mesurer à quel point l'opposition à leur théorie est farouche parmi nombre d'industriels, ceux du textile et de la sidérurgie surtout, effrayés par la concurrence anglaise. Un entrepreneur de Saint-Quentin ne déclarait-il pas, en 1834 : "Toute notre existence manufacturière repose sur la prohibition<sup>17</sup>" ? Aux yeux des libéraux, on le voit, il y a fort à faire pour convaincre les élites du bien-fondé de leur doctrine. D'autant qu'un autre facteur vient assombrir la conjoncture nouvelle née de la révolution de 1830 : l'émergence de "la question sociale".

La révolte des canuts lyonnais en novembre 1831, la première grande bataille ouvrière, marque une date, celle de la prise de conscience de ce que les classes ouvrières sont des "classes dangereuses". A preuve l'analyse, devenue célèbre, du *Journal des Débats*. L'insurrection a révélé, écrit-il, "un grave secret, celui de la lutte intestine qui a lieu dans la société entre la classe qui possède et celle qui ne possède pas... Les Barbares qui menacent la société ne sont point dans le Caucase, ni dans les steppes de la Tartarie, ils sont dans les faubourgs de nos villes manufacturières<sup>18</sup>". D'ailleurs l'inquiétude de la bourgeoisie n'allait pas tarder à s'accroître. En 1832 et 1833, dans une ambiance électrique, l'agitation républicaine s'étend, menée par la *Société des droits de l'Homme*, dont le programme exige tout autant le suffrage universel que l'émancipation de la classe ouvrière. Ses militants soutiennent les grèves qui se multiplient, animées par des sociétés de résistance, tandis que des ouvriers participent au soulèvement républicain qui marque les obsèques du général Lamarque. Mais la politisation des luttes ouvrières va s'affirmer encore davantage avec la seconde insurrection de Lyon en avril 1834, qui scelle l'alliance des ouvriers et des républicains. Matée par des

---

<sup>16</sup> Philippe VIGIER, *La Monarchie de Juillet*, PUF, 1962, p. 39.

<sup>17</sup> Ibid., p. 38.

<sup>18</sup> SAINT-MARC GIRARDIN, *Le Journal des Débats*, 8 déc. 1831, citation dans Jean BRUHAT, "Le socialisme français de 1815 à 1848", dans Jacques DROZ (Dir), *Histoire générale du socialisme*, Paris, PUF, t. 1, 1972, p. 361

combats sanglants, elle jette l'effroi parmi les vainqueurs de Juillet. Car la révolte est contagieuse ; elle gagne quelques grandes villes de province, au moment où la Société des droits de l'Homme dresse des barricades à Paris. Il faudra le grand procès intenté aux républicains, et les lois répressives de 1835 pour tranquilliser les possédants et affermir le régime.

Les économistes sont évidemment sensibles à cette brusque irruption de la révolte ouvrière. Ils n'ignorent pas non plus la misère qui accompagne l'industrialisation et les mutations économiques de l'époque. La plupart partagent l'optimisme de J. B. Say, pour qui la croissance économique implique en elle-même l'amélioration du sort des plus pauvres. Mais elle conduit Adolphe Blanqui, nous y reviendrons, à nuancer fortement le libéralisme pur. D'autres le critiquent, comme le fait en 1834 l'économiste catholique Villeneuve-Bargemont, dans son *Économie politique chrétienne ou Recherches sur les causes du paupérisme*. L'Académie des Sciences morales et politiques se penche elle aussi sur le problème. Dès 1832 elle charge l'un des siens, Louis-René Villermé de mener une enquête sur "l'état physique et moral des classes ouvrières". Le texte en sera publié en 1840, et il alimentera le débat parlementaire à l'issue duquel la loi de 1841 interdisant le travail des enfants de moins de huit ans sera votée. En 1840 également paraît le livre d'Eugène Buret, *De la misère des classes laborieuses en Angleterre et en France*. Son auteur venait de recevoir le prix de l'Académie pour ce mémoire répondant à la question qu'elle avait mise au concours : "En quoi consiste la misère, par quels signes elle se manifeste en divers pays ; quelles sont ses causes?<sup>19</sup>".

Mais face à cette misère d'autres voix se font entendre : celles que les économistes eux-mêmes, on le verra, ne tarderont pas à regrouper sous le terme de "socialistes". Ce sont d'abord les saint-simoniens. Dès la mort du maître en 1825, les disciples se sont organisés pour propager - c'est à dire aussi, en l'occurrence, pour repenser et reconstruire - sa parole. La révolution de 1830 ouvre un champ inespéré à l'École, devenue Église sous la direction des Pères Enfantin et Bazard. Durant quelques mois un public choisi et nombreux vibre aux accents passionnés de ses prédicateurs. Ceux-ci mettent également en place un enseignement pour

---

<sup>19</sup> *Ibid.*, p. 366.

les ouvriers et envoient des missions en province, notamment à Lyon. *Le Globe*, le journal de Pierre Leroux qui se rallie à la doctrine, vient compléter le dispositif.

Les saint-simoniens veulent agir pour "l'amélioration du sort moral, physique et intellectuel de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre". Ils ne se contentent plus de s'en prendre, comme le faisait Saint-Simon, aux "oisifs" vivant du travail des "industriels". Leurs dénonciations se font maintenant plus précises : "L'exploitation de l'homme par l'homme, écrivent-ils, n'a point cessé : elle se continue à un très haut degré dans les relations des propriétaires et des travailleurs, des maîtres et des salariés (...) Le rapport du maître avec le salarié est la dernière transformation qu'a subi l'esclavage<sup>20</sup>". A leurs yeux, l'économie politique est coupable de s'en remettre à la loi de l'offre et de la demande pour régler le problème crucial de la répartition des richesses ; ils en concluent que "l'économie politique n'a pas de moralité<sup>21</sup>". En s'attaquant non plus seulement à l'héritage, mais à la propriété privée de la terre, ils prônent l'association, la solidarité remplaçant la concurrence, et la distribution des produits selon la devise "à chacun selon ses oeuvres" se substituant à l'échange marchand.

Mais l'heure de gloire des années 1830-1831 passée, on sait comment devait se terminer l'épopée de l'église saint-simonienne, lorsque le procès de 1832 dispersa ceux des apôtres de Ménilmontant qui n'étaient pas emprisonnés. C'est aussi en 1832 que paraît, en revanche, le premier journal fouriériste, *Le Phalanstère*, fondé par Victor Considerant. Fourier lui-même s'en était pris violemment aux saint-simoniens qu'il accusait de plagiat. Ils "méditent de s'emparer de la théorie d'industrie attrayante ou

---

<sup>20</sup> *Doctrine Saint-Simonienne. Résumé général de l'exposition faite en 1829 et 1830*, Paris, Au bureau du *Globe*, 1831, p. 23. La *Préface* présente cette série d'articles du *Globe*, rassemblés en volume, en précisant qu'ils "ont pour but d'asseoir sur une nouvelle base l'économie politique et la politique" (p. 6).

<sup>21</sup> Citation dans Sébastien CHARLÉTY, *Histoire du saint-simonisme (1825-1864)*, Paris, Gonthier, 1965, (1ère édition 1896) p. 86.

art d'associer dont je suis l'inventeur...; C'est une mission de piraterie<sup>22</sup>" écrit-il dans le pamphlet qu'il leur adresse en 1831. Son titre d'ailleurs - *Pièges et charlatanisme des deux sectes Saint-Simon et Owen qui promettent l'association et le progrès* - situe bien le climat de rivalité qui préside à la naissance de ce qui allait devenir l'école sociétaire. Celle-ci se développe surtout après la mort de Fourier en 1837 ; Victor Considerant en est le maître d'œuvre. En 1843 il lance *La Démocratie pacifique*, un quotidien qui témoigne du rayonnement croissant d'une doctrine que diffusent aussi de très nombreuses brochures.

Les disciples de Fourier cherchent à systématiser son œuvre, touffue et complexe, quitte à l'élaguer des néologismes et autres fantaisies imaginatives qui lui donnent son sel, et souvent sa profondeur. Mais ils popularisent ses thèmes principaux, et d'abord sa critique virulente d'une société où l'esprit mercantile et l'anarchie d'une concurrence acharnée étouffent et enchaînent les individus. Pour dépasser ce stade aliénant de "Civilisation", dont V. Considerant dénonce l' antagonisme des classes qui va croissant, il faut l'association, le Phalanstère ou "Commune sociétaire". La combinaison des divers types de personnalités et l'utilisation subtile de leurs passions permettront, alors, d'organiser le travail et la vie humaine selon un ordre harmonieux, au sein duquel les individus, enfin libres, connaîtront, avec le plein développement de tout leur être, le bonheur.

C'est donc dans ce climat très particulier que va commencer à se tisser le réseau des économistes. En cette première décennie de la Monarchie de Juillet les enjeux sont forts, en effet, pour les disciples de J. B. Say. Persuadés de la valeur éminente d'une science qui fait de la liberté économique le levier de la prospérité, et fournit ainsi la solution de la question sociale, ils ont à combattre - et d'abord à convaincre - tant les partisans du protectionnisme que ceux qui, de divers horizons, accusent l'économie politique d'être "une science sans entrailles<sup>23</sup>". Pour cela il leur faut avant tout accroître leur audience, mais sans toutefois pouvoir

---

<sup>22</sup> *Ibid.*, p. 103.

<sup>23</sup> L'expression est fréquente à l'époque ; voir par exemple Louis BLANC, *Histoire de dix ans*, Paris, t. 1, 1841, p. 134.

prendre appui sur une Université qui leur demeure fermée. C'est donc en dehors de l'*Alma mater* qu'ils vont se retrouver. Entre 1835 et 1842 la création successive d'une maison d'édition, d'une revue - le *Journal des Économistes* - et d'une société de pensée - la *Société d'économie politique* - marque les phases de leur regroupement. Mais ce sont là, également, autant d'étapes qui signalent une triple naissance : celle d'une École, le libéralisme économique, celle aussi d'un véritable "lobby" - l'outil des batailles de pouvoir que doivent mener les militants de la liberté économique - celle enfin d'une discipline scientifique, l'économie politique. Car cette dernière ne s'édifie pas en France, comme d'autres sciences humaines, dans la sérénité - relative - des enceintes universitaires. C'est prise dans l'urgence d'une conjoncture agitée, et exposée au grand vent des luttes politiques, sous le drapeau du libéralisme, qu'elle se structure, et avec elle tout un milieu, celui des économistes, qui portera pour longtemps l'empreinte de cette genèse.

### **3 - Le réseau des économistes s'ébauche**

La maison d'édition Guillaumin est créée en 1835. Son succès tient pour beaucoup au dynamisme de son fondateur. D'extraction très modeste, Gilbert-Urbain Guillaumin (1800-1864) est un autodidacte à qui, sous la Restauration, "l'opposition républicaine sert d'université"<sup>24</sup>. Son esprit militant le conduit à ouvrir une librairie en 1830. Mais séduit par les cours d'Adolphe Blanqui au Conservatoire des Arts et Métiers, il se prend d'une véritable passion pour l'économie, et désormais c'est à son service que va se déployer son militantisme. La société d'édition Guillaumin est issue en fait de la conjonction d'un réseau de sociabilité, le cercle de Blanqui, très lié à celui de la famille Say, et de l'appui du grand négoce libre-échangiste. Guillaumin est devenu l'ami d'Adolphe Blanqui, qui mène alors une carrière brillante.

---

<sup>24</sup> La biographie de G. Guillaumin est retracée par Lucette LE VAN-LEMESLE dans "Guillaumin, éditeur d'économie politique (1801-1864)", *Revue d'économie politique*, 1985, 2, pp. 134 - 149.

Curieuse destinée que celle de la famille Blanqui : le parcours opposé des deux frères, Adolphe et Auguste, symbolise en quelque sorte les deux facettes d'un siècle qui fut celui du développement de l'industrie, tout autant que du socialisme. Leur père, député girondin sous la Convention, est nommé sous-préfet par l'Empire. Adolphe, né à Nice en 1798, s'intéresse à l'économie durant ses études de médecine à Paris. Sa rencontre avec J. B. Say sera décisive. Grâce à son appui, on l'a vu, Ad. Blanqui obtient la chaire de l'École supérieure de commerce en 1824. En 1830 il devient directeur de l'École, fonction qu'il cumule avec son enseignement au Conservatoire des Arts et Métiers, où il a succédé en 1833 à J. B. Say. Son *Histoire de l'économie politique*, publiée en 1837, accroît encore sa notoriété et lui vaut d'être élu l'année suivante à l'Académie des Sciences morales et politiques<sup>25</sup>. L'oeuvre était en effet remarquable. D'abord parce qu'en établissant, pour la première fois, son histoire l'auteur conférait à l'économie politique une cohérence nouvelle. Mais aussi, on y reviendra, parce qu'en prenant ses distances par rapport au libéralisme pur, il abordait avec un esprit original le problème social.

L'amitié de Guillaumin pour le disciple le plus prestigieux de J. B. Say allait lui permettre de se lier également avec le fils de ce dernier, Horace Say. A peine plus âgé que Blanqui - il a quarante ans à l'époque - Horace Say est un négociant fortuné, influent dans le milieu du grand commerce acquis au libre-échange. C'est lui qui réunit le capital nécessaire pour fonder la maison d'édition<sup>26</sup>. La librairie Guillaumin constitue désormais un rouage essentiel dans la structuration du milieu économiste. Enthousiasme et ténacité, en effet, ne manquent pas à l'éditeur, qui aime se lancer dans de vastes entreprises collectives, telles que le *Dictionnaire du commerce et des marchandises*, dès 1837, ou en 1852 le *Dictionnaire de l'économie politique*, sans parler bien sûr du *Journal des Économistes* en 1841. Ces grandes aventures éditoriales sont pour lui l'occasion de

---

<sup>25</sup> Richard ARENA, "Adolphe - Jérôme Blanqui, un historien de l'économie aux préoccupations sociales", dans Y. BRETON et M. LUTFALLA, *L'Économie politique en France au XIX<sup>e</sup> siècle*, *op. cit.*, pp. 164-165.

<sup>26</sup> Lucette LE VAN -LEMESLE, "Guillaumin, éditeur d'économie politique", *op. cit.*, p. 138.

susciter des collaborations nouvelles, de mettre en contact des auteurs, d'amorcer des réflexions et des discussions inédites ; de sorte qu'elles deviennent autant de lieux où s'accrochent les mailles du réseau, de plus en plus dense, qui se tisse entre les économistes. En fait, beaucoup plus qu'un simple "esprit - maison", c'est l'unité même de l'économie politique française qui se construit dans les bureaux de l'éditeur. Et avec elle, le sentiment d'appartenance qui signe l'affiliation à une même École. Car si Guillaumin, et après lui ses filles qui reprennent l'affaire, éditent beaucoup, ils choisissent soigneusement leurs titres. A partir des années 1870, les dissidents du libéralisme pur - les Cauwès, Laveleye, Gide - devront se faire éditer ailleurs, tant le "label" Guillaumin avait pris valeur de drapeau. Il reste que la librairie Guillaumin, jusqu'à la reprise de son fonds par Félix Alcan vers 1903, fut la seule maison d'édition entièrement consacrée à l'économie. Sa longévité, comme l'importance considérable de son catalogue - déjà plus de deux mille titres en 1886<sup>27</sup> - permettent de mesurer son poids, tout au long du siècle dans la diffusion des idées libérales.

Les deux autres initiatives qui vont accélérer de façon décisive la constitution du milieu économiste se situent au début des années 1840. En décembre 1841 sort le premier numéro du *Journal des Économistes*, tandis qu'un an plus tard se forme la *Société d'économie politique*. En réalité il est difficile de disjoindre ces deux institutions tant elles ont concouru ensemble au même résultat : façonner véritablement le milieu économiste, le faire exister comme tel. Car la rédaction du *Journal* et la Société rassemblent les mêmes hommes. Et c'est en établissant entre eux des liens réguliers - faits d'échanges intellectuels et personnels, d'élaboration de projets communs destinés à diffuser leurs idées et à les faire triompher - qu'elles ont construit, au sens fort, le groupe des économistes, lui donnant cohésion et rayonnement. Agissant comme un creuset où se rencontrent des personnalités de générations, d'origines sociales et de formations différentes, elles ont fabriqué un milieu qui est tout autant une école de pensée, le libéralisme, qu'une discipline, l'économie politique, et qu'un groupe de pression.

---

<sup>27</sup> *Ibid.*, p. 148.

Trois hommes ont joué un rôle particulièrement éminent dans la création du *Journal des Économistes* : le négociant Horace Say fils du " fondateur " et mécène directement intéressé au succès des doctrines libres-échangistes, l'éditeur G. Guillaumin qui joint à l'énergie du militant un précieux talent d'organisateur, et le professeur Ad. Blanqui, habile à susciter des vocations, qui a ses entrées à l'Académie. Ce sont eux qui vont faire naître la revue<sup>28</sup>. Horace Say assure son financement auprès de ses parents et collègues négociants, et obtient la collaboration de l'académicien Charles Dunoyer (1786- 1862) - le vieil ami de J. B. Say, militant libéral emprisonné sous la Restauration et nommé préfet par le nouveau régime<sup>29</sup>. Dans le sillage d'Adolphe Blanqui, qui sera le premier rédacteur en chef du *Journal* en 1841-1842, on trouve d'abord Joseph Garnier (1813-1881). Ce jeune homme - à 28 ans, il est le benjamin de l'équipe - est à l'époque très proche de Blanqui, dont il a épousé la soeur, et dont il a été l'élève puis le collaborateur à l'École supérieure de commerce. De ses combats républicains de 1830 il a gardé l'étoffe d'un militant, tout entier dévoué maintenant au libéralisme dont il est l'étoile montante. Passionné, travailleur et ambitieux, son activité est débordante : il cumule sa participation au *Journal* avec un enseignement à l'Athénée, le lancement d'un recueil périodique l'*Annuaire de l'économie politique* en 1844, et la rédaction d'un volumineux *Traité d'économie politique, sociale ou industrielle* (1845). Sa carrière est à la mesure de son dynamisme. Il s'impose avec autorité : rédacteur en chef du *Journal des Économistes* dès 1845, il obtient l'année suivante la troisième chaire d'économie, nouvellement créée à l'École des Ponts et Chaussées, avant d'accéder en

---

<sup>28</sup> Sur la création du *Journal des Économistes*, voir Lucette LE VAN-LEMESLE, "Guillaumin, éditeur d'économie politique", *op. cit.*, ainsi que Évelyne LAURENT et Luc MARCO, " Le *Journal des Économistes* ou l'apologie du libéralisme ", pp. 82 - 89, dans Luc MARCO (Dir. ), *Les Revues d'économie en France. Genèse et actualité (1751-1994)*, Paris, L'Harmattan, 1996.

<sup>29</sup> Marc PÉNIN, "Charles Dunoyer, l'échec d'un libéralisme", dans Y. BRETON et M. LUTFALLA, *L'Économie politique en France au XIX<sup>e</sup>*, *op. cit.*, pp. 36-38.

1849 au poste stratégique de "secrétaire perpétuel" de la Société d'économie politique dont il est l'un des fondateurs<sup>30</sup>.

Sans doute Blanqui contribua-t-il aussi à assurer la participation de Michel Chevalier (1806-1879 ), et celle des académiciens Louis-René Villermé (1782-1863), Pellegrino Rossi (1787-1848), et Hippolyte Passy, l' ancien ministre (1793 - 1880 ). Louis Wolowski (1810 - 1863) figure également au nombre des amis de Blanqui. Polonais, exilé après la révolution de 1830, ce jeune juriste est remarqué par H. Passy, qui lui obtient la chaire de législation industrielle au Conservatoire des Arts et Métiers où enseigne Blanqui<sup>31</sup>. Les autres collaborateurs du *Journal des Économistes* font partie de ce réseau d'auteurs que Guillaumin a réuni autour du *Dictionnaire du Commerce* ; tels sont Adolphe Blaise, Charles Coquelin (1802-1852), ou les publicistes Théodore Fix (1800-1846), et Louis Reybaud (1799-1879), déjà célèbre.

#### 4 - La Société d'économie politique

On trouve donc rassemblées là, dans les premières livraisons du *Journal* , toutes les figures marquantes de la jeune science économique. Et ce serait elles aussi qu'il nous faudrait à nouveau évoquer pour retracer les débuts de la Société d'économie politique. A en croire Adolphe Courtois, son secrétaire perpétuel dans les années 1880, la Société est née le 15 novembre 1842, lorsque cinq jeunes et ardents partisans du libéralisme, parmi lesquels Gilbert Guillaumin et Joseph Garnier, décident de se réunir chaque mois au restaurant "pour y faire un dîner modeste et causer ensuite des vérités économiques que leurs maîtres leur avaient

---

<sup>30</sup> Richard ARENA, "Joseph Garnier, libéral orthodoxe et théoricien éclectique", dans Y. BRETON et M. LUTFALLA, *L'Économie politique en France au XIX<sup>e</sup> siècle*, *op. cit.*, pp. 111 - 113.

<sup>31</sup> Michel LUTFALLA, "Louis Wolowski ou le libéralisme positif", dans Y. BRETON et M. LUTFALLA, *L'Économie politique en France au XIX<sup>e</sup> siècle*, *op. cit.*, pp. 186-187.

enseignées"<sup>32</sup>. Mais les maîtres ne tarderont pas à rejoindre leurs disciples au sein de ce groupe, d'abord informel, qui s'organise plus officiellement en 1845.

On imagine bien comment à travers ces contacts fréquents et réguliers, à la rédaction du *Journal* ou à la Société d'économie politique, s'est tissé le réseau économiste. Chacun de ces deux organismes joue cependant un rôle distinct dans la structuration du milieu. La Société d'économie politique, quant à elle, se charge d'une double attribution : elle est une société savante, mais qui constitue également le centre d'impulsion du groupe de pression. Ses soirées mensuelles sont occupées par la présentation de livres nouveaux, la réception de personnalités étrangères invitées, et surtout par la discussion d'une question centrale - qui peut relever de la théorie pure, ou se rattacher davantage à l'actualité économique et sociale du moment. Les thèmes débattus sont souvent repris et approfondis dans des articles du *Journal des Économistes*, lequel donne par ailleurs, chaque mois, le compte-rendu des débats de la Société. Laboratoire d'idées, la Société d'économie politique fonctionne ainsi comme une société savante, copiant même l'Académie avec son poste de "secrétaire perpétuel", confié à Joseph Garnier dès 1849.

Cependant au delà de son caractère proprement scientifique, la Société est aussi l'organe essentiel du groupe de pression que construisent les économistes. Sur ce plan, son action se déploie selon deux axes. D'un côté elle prend directement des initiatives, organise des interventions ; de l'autre, elle fait jouer l'influence de ses membres. Sa première action d'éclat est la grande campagne pour le libre - échange, lancée en 1846, après l'accueil triomphal réservé par la Société à Richard Cobden, le chef prestigieux de l'*Anticorn Law Association* alors en plein succès. Léon Say, qui assistait aux côtés de son père Horace au banquet offert au militant anglais, évoquera encore avec émotion, devant la Société d'économie politique de 1882, l'ambiance de l'époque :

---

<sup>32</sup> "Société d'économie politique . 40<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de la Société.

Discours de MM. Léon Say, A. Courtois, d'Esterno, Fr. Passy et E. Levasseur", *JDE*, 20 ( 11 ), novembre 1882, p. 263.

"Avec quelle ardeur nous sommes - nous lancés, à partir de ce moment dans le mouvement de la réforme des tarifs. De tous côtés on se réunissait (...) et à chacune de nos séances, nous nous racontions les uns aux autres les efforts de nos amis, leurs succès et leur espoir<sup>33</sup>. "

L'autre grande revendication des économistes, l'organisation d'un enseignement universitaire de leur discipline, donna lieu également à des démarches multiples de la Société<sup>34</sup>. Mais c'est aussi, à partir de 1848, la lutte contre le socialisme et le communisme qui mobilise ses membres. En 1848, A. Courtois le rappelle, c'est la Société d'économie politique qui établit un véritable tir de barrage, "verbalement ou de la plume", contre les doctrines subversives de la Commission du Luxembourg<sup>35</sup>. Et en 1869, on le verra, elle sert d'état - major pour organiser une campagne de réunions publiques destinée à contrer les socialistes.

Toutefois à ce militantisme direct mais ponctuel, la Société ajoute d'autres pratiques qui s'accordent davantage au caractère des notables qui la composent. Elle est le lieu où se méditent et se nouent ces rapports d'influence sur lesquels misent avant tout les libéraux. Ses membres forment une phalange d'avocats de la doctrine, cherchant à rallier à leur cause les décideurs. Ils vont à leur rencontre, que ce soit dans les salons, ou dans les bureaux de la haute administration<sup>36</sup>. Mieux, ils les intègrent à la Société elle-même. C'est ainsi, écrit Joseph Garnier, que celle-ci permet à des hommes très divers par leur position sociale et leurs

---

<sup>33</sup> *Ibid.*, p. 260.

<sup>34</sup> Lucette LE VAN-LEMESLE, "La promotion de l'économie politique en France ...", *op. cit.*, pp. 285-286.

<sup>35</sup> "Société d'économie politique. 40<sup>e</sup> anniversaire...", *op. cit.*, p. 270.

<sup>36</sup> *Ibid.*, p. 267. A. Courtois évoque le salon d'Horace Say, toujours ouvert aux membres de la Société : "On y rencontrait des notabilités de tous ordres et beaucoup qui ignoraient, si ce n'est le nom, au moins le but, de l'économie politique, vinrent apprendre à l'apprécier au contact des membres de notre Société."

opinions politiques mais "ayant pour la plupart une grande influence par leur situation ou leurs écrits, de se rencontrer sur le terrain neutre de la science, de s'y éclairer mutuellement et d'y puiser comme une impulsion indirecte ou du moins un enseignement profitable<sup>37</sup>". Le recrutement de la société est en effet significatif. A partir du Second Empire elle s'ouvre à des membres des grands corps de l'État, à des hauts fonctionnaires, et à des hommes de presse<sup>38</sup>. Si bien que la Société - dont les effectifs ont rapidement gonflé : une cinquantaine en 1847, 165 en 1868, 227 en 1882 - constituera sous la Troisième République une sorte d'élite économique-politique, servant de médiation, parfois sur un mode conflictuel, entre le monde économique et les détenteurs du pouvoir<sup>39</sup>. Ce terrain est par excellence celui du lobby libéral, dont la Société est, on le voit, le centre nerveux ; mais sa puissance repose largement sur celle du *Journal des Économistes*.

## 5 - Le *Journal des Économistes*

Malgré les sombres pronostics qui ont entouré sa naissance - une *Revue mensuelle d'économie politique*, lancée par Théodore Fix, n'avait survécu que de 1833 à 1836 - le *Journal des Économistes* est d'emblée une réussite éditoriale. Il a déjà 400 abonnés après un an d'existence, et en

---

<sup>37</sup> Joseph GARNIER, article "Économie politique (Société d')", dans Charles COQUELIN et Gilbert GUILLAUMIN, *Dictionnaire de l'économie politique*, Paris, Guillaumin, 1852, T. 1, p. 671.

<sup>38</sup> Lucette LE VAN-LEMESLE, "La promotion de l'économie politique en France ...", *op. cit.*, p. 288.

<sup>39</sup> Les nombres d'adhérents sont ceux cités par A. COURTOIS dans "Société d'économie politique. 40<sup>e</sup> anniversaire...", *op. cit.*, p. 273. Le recrutement de la Société se faisait par parrainage, et le chiffre de ses membres fut volontairement limité ; voir sur ce point Lucette LE VAN-LEMESLE, "L'institutionnalisation de l'économie politique en France", *op. cit.*, p. 363.

atteindra 1 400 de 1866 à 1880<sup>40</sup>. Mais ces chiffres reflètent imparfaitement l'importance du *Journal*. Celle-ci tient à la double fonction exercée par une revue qui, tout en structurant le milieu des économistes, est le vecteur obligé de leur groupe de pression.

On notera tout d'abord que l'équipe de départ du *Journal* s'incorpore rapidement de nouveaux collaborateurs, tel Frédéric Bastiat en 1844, dont les intuitions théoriques, la plume acérée et l'ardeur militante devaient faire en quelques années une figure de proue du libéralisme. Mais la rédaction sait aussi attirer à elle de jeunes talents, promis à un bel avenir. Maurice Block, le "découvreur" de Marx, n'a que vingt six ans quand il signe en 1842 son premier article pour le *Journal* dont il allait devenir, au long de cinquante huit ans d'intense collaboration, un véritable pilier. De même le journaliste - économiste belge, Gustave de Molinari, ce "jeune économiste de la plus belle espérance" comme le prophétisait J. Garnier<sup>41</sup>, a vingt huit ans en 1847, à son entrée dans une revue dont il ne se doutait certes pas qu'il en assumerait, pendant plus de deux décennies, la direction. A partir des années 1848-1850 le périodique s'enrichit des apports de Frédéric Passy, le neveu d'Hippolyte, et de Léon Say, le fils d'Horace, mais aussi de la participation de Courcelle-Seneuil, d'Émile Levasseur, et de Henri Baudrillart qui exercera la fonction de rédacteur en chef de 1855 à 1865<sup>42</sup>.

Au cours du temps, on voit ainsi s'édifier, au même rythme, la rédaction du *Journal* et le réseau entier du libéralisme français. Malgré les différences de générations, la diversité des sensibilités, voire quelques francs désaccords, l'unité théorique et idéologique de la revue est solide. Elle le doit autant au travail en symbiose avec la Société d'économie

---

<sup>40</sup> Évelyne LAURENT et Luc MARCO, " Le *Journal des Économistes* ou l'apologie du libéralisme ", *op. cit.*, p. 87.

<sup>41</sup> Joseph GARNIER, " Études économiques, par M. G. de Molinari ", *JDE*, 14 (54), mai 1846, p. 192.

<sup>42</sup> Évelyne LAURENT et Luc MARCO, "Le *Journal des Économistes* ou l'apologie du libéralisme", *op. cit.*, p. 92.

politique qu'à l'énergie et, il faut bien le dire, au dogmatisme de Joseph Garnier - son secrétaire perpétuel, rédacteur en chef du *Journal* de 1845 à 1855 puis de 1866 à sa mort en 1881 - devenu la véritable incarnation de l'orthodoxie libérale.

Mais si le *Journal des Économistes* bâtit, en quelque sorte, l'école libérale, il construit aussi son public. Chaque livraison fournit des articles de fond, longs, documentés, souvent théoriques. Les comptes-rendus bibliographiques sont nombreux, en général développés. S'y ajoutent, à intervalles réguliers, des rubriques spécialisées telle la "Revue des travaux de l'Académie des Sciences morales et politiques", ou la "Revue des principales publications économiques de l'étranger" tenue à partir de 1867 par Maurice Block. En fait il est clair que le *Journal* est avant tout une revue savante, ouverte sur l'étranger, et n'hésitant pas quand elle le juge nécessaire à engager un débat entre ses rédacteurs, parfois même en réponse à la correspondance d'un lecteur. En tant que revue savante, elle s'adresse d'abord aux économistes eux-mêmes, mais aussi à tout ce public "éclairé", grand amateur de revues au XIX<sup>e</sup> siècle, et qui déborde largement le monde universitaire.

L'originalité du *Journal* consiste cependant en ce que cette revue savante sert en même temps de caisse de résonance aux actions du lobby. Elle les prépare, les accompagne, en amplifie l'écho. L'exemple le plus frappant en est sans doute le lancement de la campagne libre-échangiste de 1846 que nous avons déjà évoquée. Cette année là articles théoriques et comptes-rendus détaillés des débats du parlement anglais aboutissants à l'abolition des *corn laws* emplissent les livraisons. En avril 1846 le *Journal* publie une lettre de R. Cobden aux membres de la Société d'économie politique les incitant, à la suite de la victoire de l'Angleterre, à lutter par "la parole, la plume et la presse" pour que la liberté triomphe enfin dans la législation industrielle et commerciale. La fin du texte mérite d'être citée tant son lyrisme témoigne de ce que le libéralisme est une véritable *conception du monde*, sachant conjuguer revendications économiques et philosophie :

"Quelle plus noble et glorieuse mission, écrit Cobden, pourriez-vous vous proposer que de prendre en quelque sorte vos

populations par la main et de les conduire, en les instruisant mieux de leurs vrais intérêts, vers cette sainte fin du christianisme, le rapprochement des nations, la paix universelle et la fraternité du genre humain?<sup>43</sup> ".

Quelques pages plus loin, on trouve dans ce numéro l'annonce de la fondation de l'*Association pour la liberté des échanges* de Bordeaux, suivie d'une circulaire pour l'abolition des droits de douane, signée entre autres par Horace Say et Louis Reybaud, envoyée aux membres des Chambres de Commerce pour les mobiliser<sup>44</sup>. Le mois suivant la "Chronique" - rubrique mensuelle, non signée à l'époque, et qui tient lieu d'éditorial tout en regroupant diverses informations d'actualité - est un appel direct à l'action, dont par ailleurs l'anglophilie mâtinée de nationalisme ne manque pas de saveur :

"Gloire à Peel, gloire à Cobden ! (...) A notre tour maintenant, Parisiens, Bordelais, Marseillais, Lyonnais, Nantais, agriculteurs, négociants et producteurs non subventionnés ! Ne craignons pas d'imiter la perfide Albion ; travaillons pour faire pénétrer dans l'esprit de tous et dans la pratique des affaires, ce glorieux principe de la liberté mis en lumière par les économistes français du dix-huitième siècle<sup>45</sup>."

Dans la même livraison est relatée la naissance de l'*Association centrale pour la liberté des échanges*, patronnée par Horace Say, Bastiat, Blanqui, Dunoyer etc. , et invitation est faite aux personnes qui désirent assister à ses prochaines réunions de se manifester auprès du président dont l'adresse personnelle est donnée<sup>46</sup>. Revue savante, le *Journal* sait être aussi, on le voit, un organe militant. Et il le restera, sous des formes à peine plus mesurées, qu'il s'agisse de promouvoir l'enseignement de

---

<sup>43</sup> "Correspondance", *JDE*, 14 (53), avril 1846, p. 67.

<sup>44</sup> *Ibid.* , p. 91 et 71-74.

<sup>45</sup> "Chronique", *JDE*, 14 (54), mai 1846, p. 403.

<sup>46</sup> "Association centrale pour la liberté des échanges", *Ibid.* , p. 305-307.

l'économie politique ou d'affronter le socialisme. Dans tous ces cas il se fait l'instrument des campagnes orchestrées par la Société d'économie politique auxquelles il donne publicité et impact, jouant son rôle auprès des notables de la vie économique, et construisant par là même la puissance du lobby.

Si nous nous sommes quelque peu attardés au récit du combat de 1846, c'est qu'il s'agit d'un acte fondateur du *groupe* des économistes comme tel. Cette lutte pour le libre-échange restera longtemps présente dans leur mémoire collective parce qu'elle fut un baptême du feu ; soudant dans l'action des hommes rassemblés depuis quelques années à peine autour d'une doctrine, et accordant soudain à leurs idées une influence toute nouvelle. Dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, le groupe des économistes restera très marqué par ses origines, qui lui ont conféré cette double cohésion théorique et militante. On ne saurait donc surestimé l'originalité du milieu économiste, tel qu'il résulte des circonstances de sa constitution. La réussite du *Journal* est d'ailleurs là : alors qu'en 1841 l'économie politique ne concerne encore qu'une poignée de personnalités à l'audience limitée, la revue - en coopération étroite avec la Société d'économie politique, et aidée par les éditions Guillaumin qui la patronnent - a su construire l'économie politique comme une discipline à part entière. Elle a bâti d'un même mouvement le corps de savants qui la constitue, et son public. Le processus est inédit, qui voit ainsi s'instaurer une discipline nouvelle, en marge de l'Université qui la refuse. Seul l'explique ce qui fera, des décennies durant, la spécificité de l'économie politique : son double caractère d'École et de groupe de pression. Jusqu'au milieu des années 1880, les "économistes" sont avant tout les adeptes du libéralisme pur, des hommes qui sont et se pensent comme des savants certes, mais aussi comme des "agents économiques", engagés dans les combats du siècle. C'est à ce double titre qu'ils se sont trouvés confrontés très vite à un courant nouveau, dont ils seront les premiers à dégager l'unité d'inspiration : le socialisme.